

Procès-verbal de l'assemblée publique de la
Commission de la sécurité publique
Lundi 8 décembre 2014, à 9 h,
275, rue Notre-Dame Est, salle du conseil.

OBJET : *Étude publique des prévisions budgétaires 2015 du Service de police de la Ville de Montréal et du Service de sécurité incendie de Montréal – Adoption des recommandations.*

COMMISSAIRES PRÉSENTS :

- Mme Anie Samson, présidente
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- M. François Limoges, vice-président
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
- Mme Marie-Eve Brunet
Arrondissement de Verdun
- Mme Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds–Roxboro
- M. Gilles Déziel
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Mme Monica Ricourt
Arrondissement de Montréal-Nord
- M. Samir Rizkalla
Représentant du gouvernement du Québec
- M. Edgar Rouleau
Cité de Dorval

ABSENT :

- M. William Steinberg, vice-président
Ville de Hampstead

MEMBRES DU CONSEIL :

- Mme Laurence Lavigne-Lalonde
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- Mme Justine McIntyre
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

COLLABORATEURS :

- Me Emmanuel Tani-Moore, chef de division, Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation;
- M. Gabriel Retta, responsable du soutien aux élus.

ASSISTANCE : 4 personnes

1. Ouverture de la séance

À 9 h 05, la présidente, Mme Anie Samson, déclare la séance ouverte. Elle souhaite la bienvenue aux personnes dans la salle et invite les commissaires à se présenter.

2. Adoption de l'ordre du jour

Sur une proposition de M. Gilles Déziel, appuyée par Mme Catherine Clément-Talbot, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Délibérations finales et adoption des recommandations

La présidente, Mme Anie Samson, invite le vice-président, M. François Limoges, à faire lecture des recommandations proposées par la commission.

À l'issue du processus d'étude publique des prévisions budgétaires 2015 du Service de police de la Ville de Montréal et du Service de sécurité incendie de Montréal, la Commission de la sécurité publique remercie les personnes qui lui ont fait part de leurs commentaires et suggestions ainsi que les fonctionnaires qui ont participé au processus pour la qualité de leurs interventions au cours des séances de la commission et adresse les recommandations suivantes au conseil d'agglomération :

R-1

ATTENDU la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1) et l'obligation légale, pour une municipalité, d'offrir des services de niveau 5, si la population à desservir est de 1 000 000 d'habitants ou plus (article 70);

ATTENDU le *Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence* (c. P-13.1, r.6) et la description exhaustive des services de niveau 5;

ATTENDU qu'en vertu de la loi, le nombre d'habitants du territoire desservi est le seul critère déterminant le niveau de service requis des corps policiers municipaux;

ATTENDU que l'agglomération de Montréal est la seule municipalité du Québec dont la population compte plus d'un million de personnes;

ATTENDU la reconnaissance du statut de métropole par le gouvernement du Québec à l'article 1 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) :

« Montréal est la métropole du Québec et un de ses principaux acteurs en matière de développement économique. »

ATTENDU que le statut de métropole implique une expertise et des investissements en termes de services policiers qui sont sans commune mesure avec ce qui est requis d'une municipalité de moindre taille;

ATTENDU qu'il y a lieu de tenir compte, dans la détermination du niveau de service à offrir à la population, de critères autres que la taille de la population, notamment les nombreuses caractéristiques propres à la métropole et ses problématiques spécifiques ;

ATTENDU que les caractéristiques et problématiques particulières à l'agglomération de Montréal amènent le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à ajuster son offre de service et à intensifier ses efforts dans plusieurs champs d'activité, si bien que le SPVM ne peut véritablement répondre aux besoins de la population en s'appuyant uniquement sur les services de niveau 5 ;

ATTENDU que le gouvernement fédéral a mis fin au Fonds de financement des services policiers;

ATTENDU que les sommes provenant de ce Fonds, transférées au gouvernement du Québec, ont permis à Montréal la création du groupe Éclipse;

ATTENDU que le groupe Éclipse est un acteur essentiel dans la lutte au crime organisé, aux gangs de rue et à la criminalité émergente;

ATTENDU la sentence arbitrale rendue le 21 juin 2010 par l'arbitre Jean Barrette reconnaissant un statut particulier aux policiers de la Ville de Montréal du fait que leur travail à Montréal comporte des dimensions de complexité et d'intensité uniques au Québec et prévoyant une « prime à la métropole » de 1,5 % en 2010;

ATTENDU les besoins de l'agglomération de Montréal auxquels le SPVM doit répondre;

ATTENDU que la sécurité publique est une compétence d'agglomération;

La commission recommande :

D'INTENSIFIER les représentations auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral afin que ces derniers reconnaissent la situation particulière de Montréal en matière de sécurité publique en lui consentant une compensation financière adéquate.

Sur une proposition de M. Gilles Déziel, appuyée par le vice-président, M. François Limoges, la

recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-2

Considérant les coûts associés à la gestion de la circulation aux abords des chantiers de construction et réfection des infrastructures;

La commission recommande :

D'EXAMINER les possibilités de créer une agence civile, relevant du SPVM, afin d'encadrer les pratiques de circulation routière.

Sur une proposition du vice-président, M. François Limoges, appuyée par Mme Marie-Eve Brunet, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-3

Considérant les prévisions budgétaires nettes 2015 du SPVM s'élevant à 638 906 300\$ soit 686 601 500\$ de dépenses et 47 695 200\$ de revenus;

La commission recommande :

D'ADOPTER les orientations stratégiques et les prévisions budgétaires 2015 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui relèvent de la compétence de l'agglomération pour un budget total net de 623 896 300\$ soit 671 591 500\$ de dépenses et 47 695 200\$ de revenus.

Sur une proposition de M. Samir Rizkalla, appuyée par M. Edgar Rouleau, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-4

La commission recommande :

DE FIXER comme suit le nombre autorisé de policiers et la prestation de travail de policiers, de fonctionnaires et d'employés dudit service relevant de la compétence d'agglomération:

- 4 053 années-personnes policiers réguliers permanents (4 397 postes autorisés¹);
- 237 années-personnes policiers auxiliaires permanents (maximum de 300);
- 51 années-personnes cadets (maximum de 200);
- 764 années-personnes cols blancs, professionnels, juristes et cadres (excluant 189 années-personnes relevant de la compétence municipale);
- 55 années-personnes cols bleus (excluant 2 années-personnes relevant de la compétence municipale);
- 229 années-personnes brigadiers scolaires (données annualisées) pour les 521 traverses autorisées.

Sur une proposition de Mme Catherine Clément-Talbot, appuyée par Mme Monica Ricourt, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-5

ATTENDU qu'en 2013, le SIM a répondu à 76 434 appels de premiers répondants ce qui représente 62 % de tous les appels auxquels le service a répondu;

ATTENDU que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal versera en 2015 à la Ville de Montréal une subvention de 8 438 900 \$ pour le service de premiers répondants;

ATTENDU qu'il en coûte plus de 14 M \$ à la Ville de Montréal pour offrir ce service;

La commission recommande :

¹ Le nombre d'années-personne diffère du nombre de postes autorisés.

DE POURSUIVRE les démarches auprès du gouvernement du Québec afin que ce dernier reconnaisse à sa juste valeur l'apport du service de premiers répondants et lui accorde une compensation financière adéquate.

Sur une proposition du vice-président, M. François Limoges, appuyée par M. Samir Rizkalla, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-6

ATTENDU le grand nombre d'appels de premiers répondants auxquels le SIM doit répondre;

ATTENDU la complémentarité du service de premiers répondants avec la prestation de services d'Urgences-Santé;

ATTENDU que le SIM a déployé le service de premiers répondants en 2007;

ATTENDU la création du comité d'optimisation de l'offre de services en matière de premiers répondants regroupant les partenaires ainsi que les intervenants concernés et visant, entre autres, à définir les meilleures pratiques en Amérique du Nord;

La commission recommande :

DE PRÉSENTER à la Commission de la sécurité publique les résultats des travaux du comité d'optimisation.

Sur une proposition de Mme Catherine Clément-Talbot, appuyée par Mme Marie-Eve Brunet, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

R-7

La commission recommande :

D'ADOPTER les prévisions budgétaires 2015 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), incluant le Centre de sécurité civile, pour un budget total net de 348 284 000 \$, soit 360 546 600 \$ de dépenses et 12 262 600 \$ de revenus.

Sur une proposition de M. Gilles Déziel, appuyée par M. Edgar Rouleau, la recommandation est adoptée à l'unanimité.

4. Période de questions et commentaires du public

Sans objet.

5. Période de questions et commentaires des commissaires

Sans objet.

6. Levée de l'assemblée

La présidente, Mme Anie Samson, annonce que les recommandations de la commission seront déposées au conseil d'agglomération le 12 décembre prochain. Elle remercie l'assistance et les commissaires. À 9 h 15, sur une proposition de M. Gilles Déziel, appuyée par M. Edgar Rouleau, elle déclare l'assemblée levée.

ADOPTÉ LE : 2 DÉCEMBRE 2015

Original signé

Anie Samson
Présidente

Original signé

Nicole Paquette
Secrétaire recherchiste